

DEPARTEMENT DU TARN

COMMUNE DE BRASSAC



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Appel d'offres en procédure adaptée (article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)

TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU HAMEAU DE PAYSSIBOTS

Maître d'ouvrage :

COMMUNE DE BRASSAC

Maître d'œuvre :

DEJANTE Eau & Environnement – Pays d'Oc

3 - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)



SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS – STIPULATIONS GÉNÉRALES	5
1.1	OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	5
1.2	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.2.1	Mandataire du maître de l'ouvrage	5
1.2.2	Conduite d'opération	5
1.2.3	Maîtrise d'œuvre	5
1.2.4	Contrôle technique	6
1.2.5	Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)	6
1.2.6	Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)	6
1.2.7	Groupement d'entreprises	6
1.2.8	Sous-traitance	7
1.3	FORME ET DURÉE	7
1.4	TRAVAUX INTERESSANT LA DÉFENSE NATIONALE – OBLIGATION DE DISCRETION	7
1.5	CONTROLE DES PRIX DE REVIENT	7
1.6	ORDRE DE SERVICE	7
1.7	MODIFICATIONS STATUTAIRES	7
1.8	STIPULATIONS GÉNÉRALES	8
1.8.1	Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	8
1.8.2	Stipulations applicables en cas d'intervenants étrangers	8
ARTICLE 2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
2.1	PIECES CONTRACTUELLES	9
2.1.1	Pièces contractuelles particulières	9
2.1.2	Pièces contractuelles générales	9
2.2	PIECES NON CONTRACTUELLES	10
ARTICLE 3	PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RÉGLEMENT DES COMPTES	11
3.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	11
3.2	TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)	11
3.3	REPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER	11
3.3.1	Dépenses d'investissement	11
3.3.2	Dépenses d'entretien	11
3.3.3	Dépenses diverses	11
3.4	CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET RÉGLEMENT DES COMPTES	11
3.4.1	Contenu et révision des prix	11
3.4.2	Prestations fournies gratuitement à l'entreprise	12
3.4.3	Caractéristiques des prix pratiqués	12
3.4.4	Obligations particulières du titulaire	12
3.4.5	Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix	12
3.4.6	Règlement des comptes-paiements	12
3.4.7	Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine	12
3.4.8	Approvisionnements	12
3.5	VARIATION DANS LES PRIX	12
3.5.1	Type de variation des prix	12
3.5.2	Mois d'établissement des prix	12
3.5.3	Choix de l'index de référence	12
3.5.4	Modalités de variation des prix	12
3.5.4.1	Actualisation	12
3.5.4.2	Révision	13
3.5.5	Variation des frais de coordination	13
3.5.6	Application de la taxe sur la valeur ajoutée	13
3.6	PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS-TRITAIENTS	13
3.6.1	Désignation des sous-traitants en cours de marché	13
3.6.2	Modalités de paiement direct	14
3.7	MODALITÉS DE RÉGLEMENT DU MARCHÉ	15

ARTICLE 4	DELAIS D'EXECUTION – PENALITES	16
4.1	DELAIS D'EXECUTION	16
4.1.1	Délais d'exécution des travaux – Calendrier prévisionnel d'exécution	16
4.1.2	Délai de mise en route de l'installation	16
4.1.3	Calendrier détaillé d'exécution	16
4.1.4	Marchés à bons de commande	16
4.2	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	16
4.3	PENALITES	17
4.3.1	Pénalités pour retard	17
4.3.2	Absences aux réunions	17
4.3.3	Infractions aux prescriptions de chantier	17
4.3.4	Primes d'avances	17
4.3.5	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17
4.3.6	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	18
4.3.7	Pénalités et réfections diverses (marchés d'infrastructures)	18
4.3.8	Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	18
4.3.9	Période de préparation	18
4.3.10	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	18
ARTICLE 5	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	19
5.1	CAUTIONNEMENT, GARANTIE A PREMIERE DEMANDE, RETENUE DE GARANTIE	19
5.2	AVANCE	19
5.3	AVANCE SUR MATERIELS	20
ARTICLE 6	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	21
6.1	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	21
6.2	MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	21
6.3	CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	21
6.4	PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE	22
ARTICLE 7	IMPLANTATION DES OUVRAGES	23
7.1	PIQUETAGE GENERAL	23
7.2	PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	23
ARTICLE 8	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	24
8.1	PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	24
8.1.1	Période de préparation	24
8.1.2	Prestations dues par les entreprises	24
8.2	PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCUL – ÉTUDES DE DETAIL	24
8.3	ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	25
8.3.1	Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier	25
8.3.2	Installations à réaliser par l'entreprise	25
8.3.3	Transport par voie d'eau	25
8.3.4	Emplacements mis à disposition pour déblais	25
8.3.5	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	25
8.3.6	Signalisation du chantier	26
8.3.7	Réglementations particulières	26
8.3.8	Restrictions des communications	27
8.3.9	Engins explosifs	27
8.3.10	Utilisation des voies publiques	27
8.3.11	Maintien des communications et de l'écoulement des eaux	27
8.3.12	Démolition de constructions	27
8.3.13	Chauffage du chantier	27
8.3.14	Rendez-vous de chantier	27
8.4	GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR	27

ARTICLE 9	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	28
9.1	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	28
9.2	RECEPTION	28
9.2.1	<i>Modalités de réception</i>	28
9.2.2	<i>Mise en route des installations</i>	29
9.2.3	<i>Période d'observation</i>	29
9.2.4	<i>Essais de garanties</i>	29
9.2.5	<i>Bilan de réception</i>	29
9.3	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	29
ARTICLE 10	GARANTIES ET ASSURANCES	30
10.1	DELAIS DE GARANTIES CONTRACTUELLES – PERIODE DE RESPONSABILITE LEGALE	30
10.2	GARANTIES PARTICULIERES	30
10.2.1	<i>Équipements électromécaniques</i>	30
10.2.2	<i>Serrurerie</i>	30
10.2.3	<i>Hydraulique</i>	30
10.2.4	<i>Corrosion – Oxydation</i>	30
10.2.5	<i>Génie civil</i>	31
10.3	ASSURANCES	31
10.3.1	<i>Assurances avant la signature du marché</i>	31
10.3.2	<i>Assurances en cours de travaux</i>	31
10.4	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR	32
10.5	GREVE DU PERSONNEL	33
ARTICLE 11	RESILIATION DU MARCHE – INTERRUPTION DES TRAVAUX	34
ARTICLE 12	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	35

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS – STIPULATIONS GENERALES

1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile de l'entrepreneur

Les prestations objet de la présente consultation relèvent de l'article R 4532-1 et suivants du Code du Travail relatifs à la prévention des risques liés aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

Elles concernent les travaux d'AEP pour mettre en place une conduite PEHD Ø75mm sur 1000ml pour l'alimentation en eau potable du lieu-dit de Payssibot sur la commune de BRASSAC.

Les travaux d'alimentation en eau potable se dérouleront sur la commune de BRASSAC.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) joint au présent dossier de consultation.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites dans les locaux administratifs du Maître d' Ouvrage jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Décomposition en tranches et lots

Il ne s'agit pas d'un marché à bon de commande.

Il n'est pas prévu de décomposition en lot.

Il n'est pas prévu une décomposition des travaux en tranche :

- **Tranche Ferme** : Canalisation AEP ;

1.2.1 Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet.

1.2.2 Conduite d'opération

Sans objet.

1.2.3 Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

DEJANTE Eau & Environnement – Pays d'Oc

Bureau d'études

70, rue des Agriculteurs

81 000 Albi

Tel : 05.63.76.21.00 Fax : 05.63.76.19.29

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission témoin avec VISA. Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe III de l'arrêté du 21 décembre 1993 (Décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993).

1.2.4 Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

1.2.5 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

~~Conformément à la réglementation définie par le décret N°2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de protection de la santé, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est assurée dans le cadre de la présente opération.~~

Prestations de niveau 3	<ul style="list-style-type: none"> — Désigner un coordonnateur — Tenir un registre journal — Etablir un Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)
-------------------------	--

Sans objet

1.2.6 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1.2.7 Groupement d'entreprises

Le marché pourra être attribué :

- A une entreprise individuelle
- A des entreprises groupées.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises :

- Si le groupement est conjoint, chacun des membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- Si le groupement est solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement est effectué sur un compte unique géré par le mandataire du groupement.

Dans les deux formes du groupement, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement. Il assurera, sous sa responsabilité, la coordination de l'ensemble des entrepreneurs.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas

échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

La même entreprise ne peut faire partie de plusieurs groupements concurrents en tant que cotraitant.

1.2.8 Sous-traitance

L'entrepreneur titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 46 du C.C.A.G.).

1.3 Forme et durée

Sans objet.

1.4 Travaux intéressant la défense nationale – Obligation de discrétion

Sans objet.

1.5 Contrôle des prix de revient

Sans objet

1.6 Ordre de service

Il sera fait application des stipulations de l'article 3.8 du C.C.A.G.

1.7 Modifications statutaires

Le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- A la forme de l'entreprise ou de la société ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- A la domiciliation bancaire de l'entreprise ou de la société ;
- Au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise ou de la société.

1.8 Stipulations générales

1.8.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.8253-15 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

1.8.2 Stipulations applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en Euros.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous :

2.1.1 Pièces contractuelles particulières

- L'Acte d'Engagement (A.E.) selon le lot avec éventuellement des annexes de sous-traitance ; l'offre sera libellée en Euros, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, **daté et signé** ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), (aucune dérogation à ce document n'est autorisée), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, et ses annexes obligatoires ;
- Le Plan Général de Coordination (P.G.C.)
- Le Cadre du Bordereau de Prix Unitaire (BPU)
- Le Cadre du Détail Estimatif et Quantitatif (DQE)
- Les plans ;
- Le planning d'intervention de l'entreprise ;
- Le mémoire technique de l'entreprise.

2.1.2 Pièces contractuelles générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.5.2 du présent C.C.A.P. :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Les fascicules du C.P.C. applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du ministère en charge de l'Équipement, de l'Aménagement du territoire et des Transports ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S.-D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire n°98-27 du 19 février 1998 du ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de cette circulaire ;
- L'ensemble de la réglementation visant la sécurité du personnel, compte tenu de la nature et de la catégorie ;
- Les règles d'agrément ou d'inscription sur une liste d'aptitude des matériaux, produits et composants ;
- L'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le titulaire du marché déclare parfaitement connaître ces documents bien qu'ils ne soient pas matériellement joints au présent marché.

2.2 Pièces non contractuelles

Sans objet.

ARTICLE 3 PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L’acte d’engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l’entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- à l’entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 Tranche(s) conditionnelle(s)

Le délai limite de notification de la décision d’affermissement pour la tranche conditionnelle est de 24 mois au plus à compter de l’ordre de service de commencer les travaux de la tranche ferme.

En cas de non-exécution d’une tranche conditionnelle, aucunes indemnités de débits ne seront dues par la maîtrise d’ouvrage à l’entrepreneur titulaire du marché de travaux (celui-ci ne pourra prétendre à aucunes indemnités).

3.3 Répartition des dépenses communes de chantier

3.3.1 Dépenses d’investissement

Sans objet.

3.3.2 Dépenses d’entretien

Sans objet.

3.3.3 Dépenses diverses

Sans objet.

3.4 Contenu des prix – Mode d’évaluation des ouvrages et règlement des comptes

3.4.1 Contenu et révision des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et libellés en Euros en tenant compte des dépenses communes de chantier.

Les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles telles que les intempéries et autres phénomènes naturels lorsqu’ils ne dépassent pas les intensités limites précisées au paragraphe 4.2 du présent C.C.A.P. A défaut de mesures directes, les valeurs seront déduites des observations du service météorologique le plus proche.

L’entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l’exécution des travaux.

Les frais de tout recueil de données de terrain s’avérant nécessaires pour la bonne exécution des travaux sont à la charge de l’entrepreneur et réputés compris dans l’offre de l’entrepreneur.

3.4.2 Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet.

3.4.3 Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché seront réglés par application des prix unitaires ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires ou la décomposition des prix globale et forfaitaire.

3.4.4 Obligations particulières du titulaire

Sans objet.

3.4.5 Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

3.4.6 Règlement des comptes-paiements

Les projets de décompte seront présentés au maître d'œuvre conformément aux modèles annexés à la circulaire N° 84.88 du 20 décembre 1984 du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, relative à la constatation et à la liquidation des dépenses, selon l'instruction visée par l'article 13.4 du C.C.A.G. travaux.

3.4.7 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

3.4.8 Approvisionnements

Par dérogation à l'article 11.3 du C.C.A.G., il n'y a pas de règlement au titre de l'approvisionnement.

3.5 Variation dans les prix

3.5.1 Type de variation des prix

Les prix du marché sont ferme actualisable.

3.5.2 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature du marché par le maître de l'Ouvrage. Ce mois est appelé « Mois zéro ».

3.5.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence TP choisi en raison de sa structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national général tous travaux TP 01 publié au Bulletin Officiel du service des prix et au Moniteur des Travaux Publics.

3.5.4 Modalités de variation des prix

3.5.4.1 Actualisation

Pour tenir compte de l'évolution du prix de la prestation, le marché est conclu à prix actualisables dans les conditions suivantes :

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date limite de remise des offres du candidat et la notification du marché au titulaire ;

Si un délai supérieur à 6 mois (du fait du maître d'ouvrage) s'écoule entre la notification du marché au titulaire et la date de commencement des prestations fixées par l'ordre de service de démarrage des travaux.

Cette actualisation sera effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation Ca donné par la formule :

$$Ca = 0,150 + 0,850 [TP01 (N-3) / TP01 (a-3)]$$

Avec :

TP01 (N-3) : valeur de l'index au mois de la notification moins 3 mois ;

TP01 (a-3) : valeur de l'index au mois de la remise de l'offre moins 3 mois.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.5.4.2 Révision

Sans objet.

3.5.5 Variation des frais de coordination

Sans objet.

3.5.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

Une auto-liquidation de la TVA est applicable pour la sous-traitance des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le donneur d'ordre assujéti à la TVA.

La TVA sur les travaux de construction effectués par un sous-traitant doit désormais être payée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants sont désormais exonérés de la déclaration et du paiement de la TVA due dans ce cadre.

3.6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1, L.8251-1 du Code du Travail ;
- Les attestations qui justifient qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux et d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil (garantie décennale).

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents sus mentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir une attestation justifiant que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

En même temps que sa demande de sous-traitance visée à l'article 3.6 du C.C.A.G. l'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct remet au pouvoir adjudicateur la copie conforme de son marché qui lui a été délivrée, afin que le pouvoir adjudicateur en modifie la formule d'exemplaire unique.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance (modèle DC13). L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- La personne habilitée à donner des renseignements prévus à l'article 128 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016s ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

3.6.2 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance mais n'inclut pas la T.V.A. qui sera réglée au donneur d'ordre dans le cadre de l'auto liquidation de la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance mais n'inclut pas la T.V.A. qui sera réglée au donneur d'ordre dans le cadre de l'auto liquidation de la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.7 Modalités de règlement du marché

Le mode de règlement est le virement administratif avec un délai global de paiement fixé à 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Toute demande non conforme, en raison notamment de l'absence de production de l'ensemble des pièces justificatives pour le paiement, ne fait pas courir le délai visé à l'alinéa précédent.

Le taux des intérêts moratoires est applicable est le taux marginal de la Banque Centrale Européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 4 DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

4.1 Délais d'exécution

4.1.1 Délais d'exécution des travaux – Calendrier prévisionnel d'exécution

Les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement. Ils comprennent strictement la phase de travaux, y compris les essais spécifiques concernant les ouvrages et les équipements de l'installation.

4.1.2 Délai de mise en route de l'installation

Sans objet.

4.1.3 Calendrier détaillé d'exécution

Sans objet.

4.1.4 Marchés à bons de commande

Sans objet.

4.2 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées imprévisibles est fixé à 0 jours.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre égal de jours à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de CASTRES. Il s'agit d'une station météorologique de **type 2**, à savoir une station automatique temps réel avec transmission quotidienne des données.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, l'entrepreneur pourra prescrire l'arrêt momentané des activités avec l'accord du maître d'œuvre (l'entrepreneur indiquera les raisons et la durée prévisible d'arrêt de l'entreprise dans les meilleurs délais), et le délai d'exécution sera prolongé d'autant.

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Pluviométrie	70 mm d'eau en 24 heures (2 jours consécutifs)
Vent	120 kilomètres par heure (2 jours consécutifs)
Température	-5° C. pour les travaux autres que bétonnage, enrobés, traitement de sol et sable ciment 0°C. pour les travaux de bétonnage, enrobés, traitement de sol et sable ciment constatés à 7h00 pour une durée de plus de 3 heures
Neige	10 cm de hauteur de neige cumulée constatée à 9h00 pour une durée de plus de 3 heures

4.3 Pénalités

4.3.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G. travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de » l'ensemble du marché ou d'un secteur ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limitée a été fixé, il sera appliqué une pénalité journalière de **1/500** du montant hors taxes de l'ensemble du marché ou du secteur ou de la tranche concernée. Le titulaire du marché devra préalablement fournir un planning d'exécution au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre avant le commencement de la phase d'exécution. Dans le cas où ce planning n'est pas fourni, la date de fin d'exécution des travaux du marché, du secteur ou de la tranche sera celle indiquée sur l'ordre de service correspondant.

4.3.2 Absences aux réunions

L'entrepreneur est tenu d'assister ou de se faire représenter aux rendez-vous de chantier.

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre/OPC, une pénalité de **300 Euros HT** (trois cent euros hors taxe) sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

4.3.3 Infractions aux prescriptions de chantier

Sans objet.

4.3.4 Primes d'avances

Sans objet.

4.3.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Stipulations conformes au C.C.A.G. travaux

4.3.6 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, conformément à l'article 9 du présent C.C.A.P., devront être remis au maître d'œuvre **à la date des opérations préalables à la réception.**

Passé ce délai, une retenue égale à **150 Euros HT** (cent cinquante euros hors taxe) sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur par jour calendaire de retard.

4.3.7 Pénalités et réfections diverses (marchés d'infrastructures)

Stipulations conformes au C.C.A.G. travaux

4.3.8 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect des règles de sécurité et de la protection de la santé, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **250 Euros HT** (cent euros hors taxe) sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G. travaux

4.3.9 Période de préparation

Stipulations conformes au C.C.A.G. travaux

4.3.10 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 60 Euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Cautionnement, garantie à première demande, retenue de garantie

La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Le montant de la garantie à première demande sera égal à 5 % du montant du marché indiqué dans l'acte d'engagement, augmenté des avenants éventuels, des variations de prix et de la TVA.

Une garantie à première demande pourra être constituée par l'entrepreneur et remis au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte.

Passé ce délai, ou si l'entreprise ne peut constituer une garantie, il sera appliqué à chaque décompte mensuel une retenue de garantie de 5 %. Le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article 124 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

5.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, dans le cas où le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance sera accordée et mandatée au titulaire, dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, dans le délai de 35 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, ou de la tranche fixée au 1. du présent C.C.A.P.

Le versement de cette avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande spécifique d'un montant équivalent à ladite avance et n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial TTC des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois à compter de la date d'effet de l'acte qui comporte commencement d'exécution du marché ; si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport 12/N, N étant le délai d'exécution évalué en mois figurant à l'acte d'engagement.

Ce montant n'est ni révisable, ni actualisable.

En tout état de cause, le remboursement de ce montant devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire qui en a bénéficié aura atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui ont été confiées au titre du marché ou de la tranche affermie.

Le remboursement de l'avance se fait par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

En cas de sous-traitance, le versement de l'avance est effectué à la demande du sous-traitant aux seuls sous-traitants bénéficiant du paiement direct. Ce droit est ouvert dès notification, par le pouvoir adjudicateur, du marché ou de l'acte spécial. Par dérogation à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, les limites fixées étant appréciées par référence au montant des prestations confiées aux sous-traitants tel qu'il figure au marché ou dans l'acte spécial, le montant de l'avance est égal à 5 % du montant initial TTC des travaux sous-traités, mais obligatoirement inférieur à 5 % du montant initial TTC du marché de l'entreprise titulaire. L'entrepreneur titulaire prend le versement et le remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant étant entendu que le remboursement de l'avance s'effectue selon les modalités évoquées supra (5^{ème} alinéa – Chapitre 5-2)

Le sous-traitant est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance.

5.3 Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels et fournitures de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux stipulations des dites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité française (marques NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence. Ces clauses n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique à l'appréciation de l'équivalence.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux stipulations du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur, les vérifications de qualités seront assurées par le maître d'œuvre.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes. Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur, les vérifications et la surveillance seront assurées par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur, avant tout emploi, adresse au maître d'œuvre les procès-verbaux d'essais, effectués par les laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'ils se proposent d'employer.

6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Piquetage général

L'entrepreneur responsable de son lot devra implanter ou faire implanter à ses frais par un géomètre agréé par le maître d'ouvrage, dès réception de l'ordre de service, les axes et niveaux de référence indiqués sur le plan d'implantation établi par le maître d'œuvre.

Ces points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise de bâtiments et devront être protégés et entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra demander leur rétablissement aux frais de l'entreprise responsable de la dégradation ou au compte prorata si l'auteur ne peut être identifié.

L'entreprise qui effectuera le piquetage de tous les points nécessaires à la réalisation de ses ouvrages devra être en mesure et à ses frais de le faire vérifier par un géomètre agréé à la demande du maître de l'ouvrage.

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra signaler par écrit au maître d'œuvre toute erreur qui aurait pu être commise sur les plans ; il est tenu de demander toutes les vérifications qu'il juge nécessaires. Aucune réclamation ne sera admise une fois le piquetage effectué.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que les canalisations ou les câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire, à leurs frais, contrairement avec le maître d'œuvre.

L'entreprise doit, 10 jours au moins avant le piquetage spécial, prévenir l'exploitant des canalisations et câbles concernés et recueillir toutes informations sur la nature et la position des ouvrages en vue de leur report sur le terrain du piquetage.

ARTICLE 8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

8.1.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation. Elle est distincte des délais d'exécution.

Sa durée est fixée par l'acte d'engagement. La date de début de la phase de préparation est celle de l'ordre de service prescrivant son démarrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après :

- Par les soins de l'entrepreneur :
 - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux ;
 - Établissement du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2 du C.C.A.G. ;
 - Établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G. Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation) ;
 - Établissement par les entrepreneurs des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.1 du C.C.A.G et à l'article 8.2 ci-après.
 - Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécutions, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. ;
 - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du plan d'hygiène et de sécurité prévu à l'article 28.3 du C.C.A.G.
 - Élaboration en collaboration avec le maître d'œuvre, du calendrier détaillé d'exécution.

8.1.2 Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées à l'article 8.1.1.

8.2 Plans d'exécution – Notes de calcul – Études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre.

Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

8.3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8.3.1 Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Sans objet.

8.3.2 Installations à réaliser par l'entreprise

Sans Objet

8.3.3 Transport par voie d'eau

Sans objet.

8.3.4 Emplacements mis à disposition pour déblais

L'entrepreneur tiendra compte pour l'établissement de son offre que le Maître d'ouvrage ne possède pas de site pour recevoir les déblais. L'entrepreneur aura à sa charge le transport et la mise en décharge des déblais extraits de la tranchée.

8.3.5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

~~❖—Principes généraux~~

~~La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom de « coordonnateur S.P.S. ».~~

~~❖—Autorité du coordonnateur S.P.S.~~

~~Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.~~

~~En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.~~

~~❖—Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.~~

~~○—Libre accès du coordonnateur S.P.S.~~

~~Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.~~

~~○—Obligations du titulaire~~

~~Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :~~

- ~~— Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;~~
- ~~— La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;~~
- ~~— Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;~~
- ~~— Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang ; il tient à sa disposition leurs contrats ;~~

- ~~— Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;~~
- ~~— La copie des déclarations d'accident du travail.~~

~~Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans la notice en matière de sécurité et de protection de la santé.~~

~~Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :~~

- ~~— De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;~~
- ~~— De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.~~

~~Le titulaire donne suite pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.~~

~~Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.~~

~~A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.~~

~~❖ Plan de sécurité et d'hygiène~~

~~Le plan de sécurité et d'hygiène, remis au coordonnateur S.P.S., indique de façon précise et détaillée :~~

- ~~— Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;~~
- ~~— Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;~~
- ~~— Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.~~

~~❖ Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants~~

~~Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993.~~

8.3.6 Signalisation du chantier

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle du service suivant :

- Pour les voies communales : elles seront réalisées sous contrôle de la mairie,
- Pour les voies intercommunales : elles seront réalisées sous contrôle de la Communauté de Communes,
- Pour les voies départementales : elle sera réalisée sous contrôle de la Direction Départementale des Routes

8.3.7 Réglementations particulières

Sans objet.

8.3.8 Restrictions des communications

Sans objet.

8.3.9 Engins explosifs

Sans objet.

8.3.10 Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable.

8.3.11 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Sans objet.

8.3.12 Démolition de constructions

Sans objet.

8.3.13 Chauffage du chantier

Si le chauffage du chantier s'avère nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais y afférant sont à la charge de l'entrepreneur et réputés compris dans l'offre de l'entrepreneur.

8.3.14 Rendez-vous de chantier

Le titulaire du marché est tenu d'assister à chaque rendez-vous de chantier. Les sous-traitants sont tenus d'y assister chaque fois qu'ils en sont requis. L'entrepreneur peut se faire représenter par une personne ayant qualité pour donner des ordres aux ouvriers, prendre des décisions et engager l'entrepreneur qu'il représente.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de tout ce qui a été dit aux réunions de chantier.

8.4 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Si le marché relatif à un lot est résilié en application des articles 46, 47 et 48 du C.C.A.G., le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées, entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

ARTICLE 9 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules correspondants du C.C.T.G ou le C.C.T.P. et sont assurés :

- Sur le chantier, par l'entrepreneur contradictoirement avec le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle technique, en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages en béton armé et les terrassements et voiries, les réseaux, etc.... ;
- Sur le chantier, par le maître d'œuvre et le cas échéant du bureau de contrôle technique, en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages ci-après :
 - Ouvrages béton armé (mise en place des ferraillages et des coffrages ;
 - Électromécanique (contrôle de fonctionnement in situ et mise en place) ;
 - Étanchéité des réseaux (organisme désigné par le maître de l'ouvrage).
- En laboratoire par un organisme agréé à la charge de l'entrepreneur pour les essais sur éprouvette béton ;
- En usine par l'entrepreneur ou ses fournisseurs pour les équipements.

Les stipulations du chapitre 4 de l'article 24 du C.C.A.G. et de l'article 6.1 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché : s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ; s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

9.2 Réception

9.2.1 Modalités de réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.2, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités.

Elles bénéficient d'un délai de 15 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée. Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 15 jours pour lever les réserves.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

9.2.2 Mise en route des installations

Sans objet

9.2.3 Période d'observation

Sans objet

9.2.4 Essais de garanties

Sans objet.

9.2.5 Bilan de réception

Sans objet.

9.3 Documents fournis après exécution

Avant les opérations préalables à la réception, l'entrepreneur remet au maître d'œuvre les dossiers des installations et réseaux exécutés conformément.

La production de ce dossier faisant partie des travaux à réaliser, les travaux seront réputés non terminés si ce dossier fait défaut et la réception ne pourra être prononcée.

Le dossier des ouvrages exécutés devra obligatoirement être fourni **en cinq exemplaires** sous format papier et en deux exemplaires sous format informatique (disquette ou CDROM : texte compatible avec WORD, Tableau compatible avec EXCEL, et plan compatible avec AUTOCAD 2004 format DWG et sous format PDF).

Avant les opérations préalables à la réception, l'entrepreneur remet au maître d'œuvre les dossiers des installations et réseaux exécutés conformément.

Leur contenance est décrite dans le CCTP.

ARTICLE 10 GARANTIES ET ASSURANCES

10.1 Délais de garanties contractuelles – Période de responsabilité légale

Les garanties contractuelles sont définies à l'article 44 du C.C.A.G.

Le délai de garantie peut être prolongé dans les conditions de l'article 44.2 du C.C.A.G. par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations relatifs au marché.

La libération de sûreté liée au délai de garantie peut être ainsi retardée ou différée si à l'expiration du délai de garantie prévu à son marché, l'entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations contractuelles.

10.2 Garanties particulières

10.2.1 Équipements électromécaniques

➤ — Garantie particulière de bon fonctionnement : 2 ans

~~Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, le remplacement ou la réparation de toutes pièces présentant des défauts d'usure, de résistance, de déformation ou présentant des dysfonctionnements électriques ou mécaniques.~~

~~Cette garantie ne concerne pas les pièces d'usure normales rentrant dans le cadre de l'entretien des appareillages et désignées comme telles dans les notices d'entretien fournies par l'entrepreneur.~~

10.2.2 Serrurerie

➤ — Garantie particulière de bonne tenue : 3 ans

~~Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, le remplacement de toutes pièces présentant des défauts de déformation, résistance ou corrosion, que ceux-ci proviennent des matériaux, de la structure ou des conditions d'exécution.~~

10.2.3 Hydraulique

➤ Garantie particulière d'étanchéité : 10 ans

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une exécution des travaux.

10.2.4 Corrosion – Oxydation

➤ Garantie particulière du système de protection des structures métalliques : 2 ans

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé à deux ans, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.G.

10.2.5 Génie civil

➤ Garantie particulière de bonne tenue des ouvrages : 10 ans

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts suivants :

- Défaut d'étanchéité des ouvrages, y compris canalisations au delà des tolérances du C.C.T.P. ou à défaut C.C.T.G. ;
- Défaut d'horizontalité des ouvrages au delà des tolérances du C.C.T.P. ou à défaut C.C.T.G. ;
- Défaut de résistance des bétons : désagrégation, usure chimique, réduction du recouvrement des ferrailles,

➤ Garantie particulière contre les défauts structurels graves : 15 ans

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer tous les travaux nécessaires pour remédier à des défauts mettant en cause la résistance des ouvrages (fissurations importantes) ainsi qu'aux préjudices occasionnés par la rupture d'ouvrage en béton armé.

10.3 Assurances

10.3.1 Assurances avant la signature du marché

L'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier au moment de la consultation :

- D'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après les travaux ;
- D'une assurance couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil.

En outre, avant la notification du marché, l'entrepreneur devra produire une attestation d'assurances couvrant les conséquences pécuniaires des garanties particulières souscrites suivant l'article 10.2 ci avant.

10.3.2 Assurances en cours de travaux

➤ Assurance tous risques chantier

Sans objet.

➤ Assurance de responsabilité

L'entrepreneur est tenu d'avoir et de tenir en état de validité une police dite « Individuelle de base », « décennale entrepreneur » ou équivalent.

Cette police devra garantir la réparation des dommages résultant tant d'un écroulement total ou partiel des ouvrages en cours de travaux, que des désordres engageant sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie aux articles 1792, 1792-2 à 1792-6 du Code Civil.

L'entrepreneur devra adresser au maître d'ouvrage l'attestation d'assurance de l'année en cours, avant la signature du marché. Si l'attestation d'assurance n'est pas adressée avant la présentation du premier décompte, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'en bloquer le mandatement jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce, sans que ce décalage de mandatement ouvre droit à des intérêts moratoires.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants, afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

➤ Assurance Dommage-Ouvrage

Dans le cadre de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 (article L. 242-1 du Code des Assurances), si le maître d'ouvrage souscrit une police « Dommages-Ouvrage », les entreprises lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur.

➤ En cas de sinistre en cours de chantier

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Si le maître d'ouvrage ne souscrit pas de police dommages-ouvrage, il pourra demander aux entreprises de souscrire un complément de garantie à une hauteur compatible avec le coût total des travaux.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs, ainsi que l'assureur de la police dommages-ouvrage, constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

10.4 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur agit en double qualité de concepteur et de réalisateur même si tout ou partie de la conception est établie par un tiers.

Les règles d'exécution imposées à l'entrepreneur par le présent C.C.A.P. et le C.C.T.P., le contrôle et la surveillance technique exercés par une dérogation à ce principe, sont destinées à assurer l'observation des précautions essentielles mais ne sont pas limitatives et l'entrepreneur reste entièrement responsable de la solidité et de la tenue de ses ouvrages, du respect des objectifs de traitement, des défauts, malfaçons, vices, ainsi que des erreurs de calculs ou de conception.

L'entrepreneur conserve son entière responsabilité vis-à-vis des voisins ou des ouvrages et des conduites de services publics (E.R.D.F., G.R.D.F, France TELECOM, réseaux et ouvrages des collectivités locales) pour tout ce qui concerne les conséquences, quelles qu'elles soient, de l'emploi du système adopté par lui pour l'exécution des travaux.

En cas de désordres directs ou indirects dus à l'exécution des travaux, il sera tenu de prendre toutes dispositions utiles pour y pallier. Il ne pourra se prévaloir de l'absence d'ordres reçus du maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra assurer à ses frais et risques dans les meilleurs délais les mesures conservatoires, les travaux confortatifs, les réparations, les réfections et remplacements rendus par son fait utiles et nécessaires, ainsi que tous les paiements aux tiers d'indemnités.

L'entrepreneur dégage le maître d'ouvrage de tous recours ou poursuites engagés par des tiers lésés du fait de dégâts qui résulteraient de l'emploi du système adopté par lui pour l'exécution de ses travaux.

10.5 Grève du personnel

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève du personnel du titulaire, celui-ci sera tenu d'exécuter intégralement les prestations du marché dans le délai de 24 heures suivant la date d'arrêt de travail.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues dans le délai imparti, le responsable de la collectivité y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire. Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'établissement par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

ARTICLE 11 RESILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX

Il sera fait application du chapitre 6 du C.C.A.G. Travaux.

En outre, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché en cours d'exécution aux torts du titulaire et sans indemnité :

- En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles ;
- En cas de faillite du titulaire, sauf au responsable à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation du marché ;
- En cas de règlement judiciaire, dans le cas où le titulaire ne serait pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du C.C.A.G. complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46 du C.C.A.G. travaux

ARTICLE 12 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 11.4 du C.C.A.G. par l'article 3.5.4 du C.C.A.P. ;
- Dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G. par l'article 4.3.1 et 4.3.2 du C.C.A.P. ;
- Dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. par l'article 8.1 du C.C.A.P. (le cas échéant)
- Dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G. par l'article 8.3.10 du C.C.A.P. ;
- Dérogation à l'article 44 du C.C.A.G. par l'article 5.1 du C.C.A.P. ;